

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris

Paris, le 19 octobre 2022

Monsieur le Président de la République,

Depuis plusieurs semaines déjà, les industriels vous alertent sur un risque de réduction de leur production car les coûts de l'énergie devenant trop élevés, ils n'auront pas d'autres choix que de limiter voire stopper temporairement leur fabrication. C'est déjà le cas pour le secteur de la chimie qui annonce 10% d'activité en moins et prévoit une baisse de près de 30% au dernier trimestre. C'est aussi le cas de la filière du lactosérum qui envisage d'arrêter son activité. Ce sont enfin aussi les filières agricoles qui pourraient renoncer à certaines plantations ou élevages d'animaux, très énergivores.

Pour le commerce, les conséquences des hausses des coûts d'énergie sont également catastrophiques ; le modèle économique du commerce et de la distribution est un modèle à faible marge, très dépendant du volume d'activité ; le coût de l'énergie est un coût fixe, son envolée tarifaire vient directement mettre en danger la santé économique et financière des entreprises du commerce de toutes tailles.

Nos fédérations, qui représentent le commerce, sont très inquiètes des conséquences de ces annonces. Dernier maillon de la chaîne de valeur, les commerçants n'en sont pas moins un maillon incontournable jusqu'au consommateur final. La consommation est, par ailleurs, un moteur essentiel de l'économie du pays.

Nous sommes très inquiets car l'envolée anormale des prix de l'énergie va fragiliser tous les maillons de cette chaîne. Si l'un d'eux se grippe, c'est tout l'écosystème qui s'écroule avec les effets pervers suivants :

- **Une répercussion en cascade sur les prix** : si à chaque étape de la chaîne de fabrication et de commercialisation d'un produit s'ajoute un surplus de coûts inattendu et conséquent, on peut aisément considérer que le prix du produit final- proportionnel aux coûts induits de fabrication -sera au minimum doublé par rapport au prix d'aujourd'hui. C'est la seule condition pour que les industriels assurent leurs survies : répercuter ces hausses sur le marché.
- **Une inflation accrue** : les commerçants devraient aussi-pour assurer leur pérennité-répercuter ces hausses des prix ainsi que les hausses des coûts liés à leurs propres activités, notamment des prix de l'énergie, sur leurs propres prix de vente s'ils veulent conserver un peu de marge. Ces augmentations rendront inaccessibles aux consommateurs beaucoup de produits, dégradant encore le volume des ventes.

- **Un appauvrissement de l'économie** : c'est un cercle vicieux infernal qui se mettra en route. Avec une inflation provoquée par la hausse des prix de l'énergie et des matières premières, la consommation va baisser, la demande en amont suivra avec comme conséquence le renchérissement des coûts des matières premières et des coûts de l'énergie. In fine, c'est la croissance qui va dramatiquement baisser avec ses conséquences sur l'emploi. C'est l'économie tout entière de notre pays qui s'appauvrit.
- **Un risque fort de faillites et de licenciements pour les commerces concernés, alimentaires et non alimentaires** : nous avons déjà connaissance de projets de fermetures de points de vente, d'arrêts de projets de développement, de préparation de plans sociaux chez nos adhérents, de risques majeurs de dépôts de bilan. La dégradation est déjà en marche !

Monsieur le Président de la République, nous, fédérations du Conseil du Commerce de France, attendons beaucoup de votre participation au Conseil européen des 20 et 21 octobre prochains dont l'ordre du jour porte sur l'énergie et les questions économiques.

Monsieur le Président de la République, nous vous lançons cet appel : ne nous laissez pas tomber, faites peser de tout votre poids votre influence pour faire entendre à Bruxelles le besoin de soutenir nos entreprises, de préserver nos millions d'emplois. **Le Commerce est le premier employeur privé de France.** Il ne faudrait pas qu'à la crise énergétique que nous traversons, vienne s'ajouter une crise sociale qui mettra des années à se résoudre et dont le pays aura du mal à se remettre. Sans commerces il n'y a plus le moteur de la consommation et du lien social, moteur indispensable à notre économie et à la cohésion nationale, deux éléments vitaux à la bonne marche du pays en cette période de fortes turbulences.

Monsieur le Président de la République, nous vous demandons de prendre toutes les mesures visant à limiter l'augmentation du prix de l'énergie (remontée du plafond de l'ARENH, découplage du prix de l'électricité de celui du gaz comme en Espagne, plafonnement du prix du marché spot pour tous, etc.).

Monsieur le Président de la République, ne sous-estimez pas l'ampleur de la catastrophe qui arrive si rien n'est fait pour juguler l'envolée des prix de l'énergie.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Le président du Conseil du Commerce de France, Yves AUDO